

Paris, le 12 juin 2025
N°596

Discours d'Eric Lombard à l'occasion de la Journée Ambition France Transports

« Mobiliser les financements privés pour les infrastructures de transport »

Jeudi 12 juin 2025
Bercy

Madame la ministre des comptes publics, chère Amélie [de Montchalin]

Monsieur le ministre des transports cher Philippe [Tabarot]

Madame l'ambassadrice de Suisse [Tania Savassini]

Monsieur le ministre, cher Dominique [Bussereau]

Mesdames et Messieurs les élus,

Mesdames et Messieurs les directeurs et directrices de services de l'Etat,

Mesdames et Messieurs les industriels et gestionnaires d'infrastructures,

Mesdames et Messieurs les investisseurs,

Chers amis,

Je suis heureux de vous recevoir ici au ministère de l'Economie et des Finances sur une question fondamentale, celle du financement des infrastructures de transport. Savez-vous que le bâtiment de Bercy lui-même a été conçu comme une infrastructure qui relie les 4 voies de transport : routier, ferroviaire, fluvial, et aérien ? Cela traduit bien, au-delà du symbole, combien les transports sont un enjeu structurel de notre compétitivité, et j'ajouterais en tant qu'ancien directeur de la Caisse des Dépôts, de notre attractivité territoriale et de notre cohésion sociale.

1. Un cadrage macroéconomique et des finances publiques responsables

- Nous évoluons dans un contexte économique exigeant. Après plusieurs années de crises successives — pandémie, guerre en Ukraine, tensions énergétiques, notre pays poursuit sa trajectoire de redressement des finances publiques. Pour respecter nos objectifs de maîtrise des comptes publics, des économies sont nécessaires et chiffrées à environ 110 Md€ en cumulé d'ici 2029.

- Nous devons conjuguer deux impératifs : restaurer la soutenabilité de nos comptes et investir dans les transports d'avenir. Le secteur des transports, par son poids économique et son impact social, doit rester une priorité stratégique.
- La décarbonation des transports s'appuie sur la tarification des externalités climatiques, en particulier l'émission de gaz à effet de serre. Le niveau de couverture est cependant inégal selon les modes de transports : en particulier, la tarification de l'aérien par exemple, peut-être interrogée au regard de la couverture des externalités négatives du secteur.
- Des investissements considérables sont à réaliser. Il apparaît plus que jamais nécessaire de prioriser nos investissements en les conditionnant, entre autres, à des analyses socio-économiques rigoureuses. Il s'agit d'un outil permettant de comparer les dépenses réalisées à la valeur créée pour la société.

2. Objectifs de la politique de transports vu de Bercy

- Je le disais, du point de vue du ministère de l'Économie et des Finances, la politique de mobilité ne se résume pas à un enjeu sectoriel. C'est un levier majeur de compétitivité, d'attractivité et même de cohésion.
- Investir dans la mobilité, c'est faciliter les échanges économiques, réduire les inégalités d'accès à l'emploi et aux services, soutenir la relocalisation de l'industrie, et répondre aux attentes croissantes en matière de qualité de vie et de durabilité. Ces priorités sont aussi celles des finances publiques, car elles contribuent à un modèle économique plus résilient et plus soutenable.

- Après l'essor du réseau ferroviaire à grande vitesse et des réseaux de transport urbains à partir des années 1970-1980, les infrastructures de transport arrivent à un point de bascule essentiel. Un important effort de modernisation et de régénération doit aujourd'hui être engagé pour préserver le premier patrimoine des Français.
- Quant au réseau routier concédé, il doit faire face à une échéance importante avec la fin des concessions actuelles entre 2031 et 2037 et la détermination du mode de gestion à venir : une question cruciale pour vous, membres de la conférence AFT.

3. Importance de mobiliser tous les financements

- Face à l'ampleur des besoins, l'investissement public ne suffira pas. Cela implique de mobiliser les fonds européens, les investissements des collectivités locales, les partenariats public-privé, et bien sûr, les ressources du secteur financier. Banques, assureurs, fonds souverains, investisseurs institutionnels : vous avez un rôle central à jouer.
- La stabilité et la visibilité offertes par les projets de mobilité, leur impact environnemental mesurable et leur ancrage territorial en font des actifs particulièrement attractifs. C'est à nous, pouvoirs publics, de créer les conditions de confiance et de clarté réglementaire qui permettront d'accélérer cette mobilisation.

4. L'intérêt du débat avec les acteurs du financement

- Vous êtes des partenaires essentiels dans la mise en œuvre concrète de notre politique de transport et de mobilité. Vos retours, vos attentes, vos innovations en matière d'ingénierie financière, sont pour nous une source précieuse d'apprentissage.

- Nous avons besoin d'une alliance de long terme, qui dépasse les logiques ponctuelles de subvention, pour bâtir des infrastructures de mobilité, plus accessibles et plus performantes, en s'inspirant de ce qui se fait de mieux à l'étranger.
- La France a une longue tradition d'alliance entre les capitaux privés et les objectifs de service public. La plupart des réseaux d'eau et les autoroutes de notre pays ont été construits sous forme de concession. Encore aujourd'hui, la France fait partie des pays européens qui ont le plus recours à ce type de contrats. Pourtant, ces contrats n'ont souvent pas toujours bonne presse, bien que ce ne soit pas toujours justifié.
- Les premières tables rondes seront l'occasion de revenir sur les bonnes performances des partenariats publics privés dans le ferroviaire et dans les concessions autoroutières, et d'évoquer des montages innovants permettant d'optimiser le financement du matériel roulant.

A vous, ensuite, acteurs de la place de Paris, industriels et gestionnaires d'infrastructure, de nous présenter vos propositions pour mieux mobiliser les financements privés au service de nos transports et comment innover dans les montages financiers !

Je vous remercie.